



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

### ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

Société APERAM à Gueugnon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 2013049-0004

VU le titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'environnement, et notamment l'article L.514.1 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 autorisant la société UGINE et ALZ à exploiter sur la commune de Gueugnon une tôlerie industrielle ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 24 octobre 2008 au profit d'ARCELORMITTAL STAINLESS ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 14 mars 2011 au profit d'APERAM ;

VU les constats réalisés par l'inspecteur des installations classées lors de sa visite d'inspection du 20 novembre 2012 ;

**Considérant** les constats suivants réalisés par l'inspecteur des installations classées :

- dépassements réguliers en 2012 des valeurs seuils en flux et concentration de chrome VI sur le rejet interne n° 1 et le rejet externe n° 4 ;

**Considérant** dès lors que la société APERAM ne respecte pas les prescriptions des articles 4.3.8.1.1, 4.3.8.2 et 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 susvisé ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

**ARRETE**

#### Article 1<sup>er</sup>

La société APERAM, dont le siège social est situé 5, rue Luigi Chérubini - 93210 La Plaine Saint Denis, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite Place des Forges à Gueugnon (71130), de respecter les dispositions suivantes sous un délai d'un an à compter de la date de signature du présent arrêté :

Prescription à respecter
Article 4.3.8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Concentration en chrome VI du rejet n° 4)
Article 4.3.8.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Flux en chrome VI du rejet n° 4)
Article 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Concentration et flux en chrome VI du rejet n° 1)

## **Article 2 -**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1er, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

## **Article 3 – Délai et voie de recours**

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

**Article 4** – Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Gueugnon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera faite à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne, unité territoriale de Saône-et-Loire, à Mâcon.

Mâcon, le **18 FEV. 2013**

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
**La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire**

**Magali SELLES**